



# Le rêve des peuples épris de justice : Un État palestinien

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 04 mai 2011

4 mai 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#), [Le «Printemps arabe»](#)

*«Nous reviendrons l'année prochaine avec un accord qui amènera un nouvel Etat membre aux Nations unies, un Etat palestinien indépendant et souverain, qui vivra en paix avec Israël».*

*Discours d'Obama le 24 septembre 2010, à l'Assemblée générale des Nations unies.*

C'est par ces mots que le président Obama avait pris date avec l'histoire. Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts et beaucoup de sang a coulé. Les négociations ayant échoué, Après onze mois de blocage du processus de paix, les Palestiniens ont annoncé dimanche, dans l'espoir de sortir de l'impasse, qu'ils demanderaient au Conseil de sécurité de l'ONU de reconnaître leur indépendance dans les frontières de 1967..

Pour rappel, chacun a en tête la kermesse des discussions de septembre 2010 qui ont avorté trois semaines après: Israël ayant déclaré qu'elle ne freinerait pas l'extension des colonies malgré des promesses importantes en argent et en armes (une escadrille de F35) rien n'y fit. Israël persiste et signe: aucune concession. Obama déclare en décembre 2010 qu'il ne peut rien faire. Mieux, il bloque toutes les résolutions pouvant porter préjudice à Israël, notamment celle de l'enquête du juge Goldstone empêchant à ce jour, le rapport du juge d'être examiné par le Conseil de sécurité. L'administration Obama a tenté en effet, avec insistance, de bloquer l'enquête des Nations unies sur l'opération israélienne «Plomb durci», contre la bande de Ghaza en décembre 2008 et janvier 2009. C'est ce que démontrent des télégrammes diplomatiques américains, obtenus par WikiLeaks et communiqués au site de la revue *Foreign Policy*. Les télégrammes montrent que la diplomatie américaine n'a pas attendu le rapport Goldstone pour entrer en action mais qu'elle a tenté, dès le printemps 2009, d'empêcher les Nations unies de procéder au recensement et à l'évaluation des dommages occasionnés à leurs propres installations par l'armée israélienne. Susan Rice estime alors qu'une telle enquête n'est «pas nécessaire» et que l'affaire doit être «classée».(1)

## Les effets collatéraux des révoltes arabes

On sait que les révoltes arabes, à des degrés divers, et sans exclure la catalyse des mouvements par des ingérences externes, eurent lieu car les peuples étaient saturés par des pouvoirs rétrogrades installés dans les temps morts se contentant de gérer leur fortune

et distribuant des miettes aux classes dangereuses. L'un des effets collatéraux justement et, pour une fois positive est non prévue dans le logiciel occidental de manipulation d'une façon ou d'une autre des jeunes arabes contre leurs dirigeants et la contagion à la jeunesse palestinienne qui elle aussi est sortie dans la rue (grâce à la mobilisation sur Facebook) à Ghaza et Ramallah pour amener d'une façon ou d'une autre les frères ennemis du Fatah et du Hamas à se mettre autour d'une table et à s'entendre sur l'avenir de la Palestine. Ce que n'avait pas pu imposer Omar Souleiman le patron des renseignements sous Mubarak a été réalisé au Caire mais dans une nouvelle ambiance. Un Comité national des forces armées qui gère sous le regard vigilant de la jeunesse égyptienne. Dans la foulée, il annonce l'ouverture prochaine du terminal de Rafah véritable poumon qui permet d'éviter l'asphyxie totale de Ghaza et la remise à plat de la coopération énergétique avec Israël.

On sait que le Conseil National Palestinien, corps législatif de l'OLP, a proclamé l'indépendance d'un État de Palestine le 15 novembre 1988. A ce jour, l'État de Palestine revendiqué par la Déclaration d'Alger est reconnu par 94 pays membres de l'ONU sur 192. Fin 2010, 5 États sud-américains avec à leur tête le Brésil reconnaissent l'«État de Palestine avec les frontières de 1967». Les Palestiniens sont 10 millions et connaissent une importante diaspora. Plus de 4 millions d'entre eux ont le statut de réfugiés, suite à l'exode palestinien de 1948 et à la guerre des Six-Jours. L'Autorité palestinienne avait demandé aux Etats-Unis de prendre «une position claire sur l'Etat palestinien et sur les frontières de 1967 (avant la guerre des Six-Jours, Ndlr) avec Jérusalem-Est pour capitale». A l'occasion de la visite de Mahmoud Abbas à Paris, la France a rappelé qu'elle considérait les Palestiniens «plus que jamais prêts à établir un Etat et à le gérer d'une façon crédible et pacifique», selon une déclaration du ministère des Affaires étrangères. Devant la nouvelle tectonique des plaques euro-méditerranéennes, un nouveau modus vivendi est en train de se mettre en place.

Même si on peut dénoncer çà et là une manipulation externe, les peuples arabes et principalement les jeunes relèvent leur tête et interrogent l'avenir et se veulent les acteurs de leur destin en boutant dehors leurs anciens dirigeants qui n'ont pas su ou pu leur proposer un projet d'une société libre fascinée par l'avenir où chacun pourra et devra donner la dimension de ce qu'il sait faire en dehors de tout népotisme. où ils peuvent donner. Le Proche-Orient n'échappera pas à ce reshaping endogène des peuples. Le Proche-Orient est plus que jamais à la croisée des chemins.

C'est le sens de l'appel pour un Etat palestinien: «La poursuite de la colonisation israélienne de la Palestine a conduit les négociations de paix dans l'impasse. Le désespoir risque de provoquer l'éclatement d'une troisième Intifada. A l'heure où les peuples arabes reprennent en mains leur destin, seule une reconnaissance généralisée de l'Etat de Palestine dans les frontières d'avant la guerre de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, peut ouvrir une perspective nouvelle. Depuis, la plupart des Etats latino-américains ont reconnu cet Etat de Palestine. Le 21 avril, le président de la République Nicolas Sarkozy a fait part au président palestinien Mahmoud Abbas de son «soutien très clair aux efforts visant la création d'un Etat palestinien». (...) Ce moment est venu. Le président Mahmoud Abbas a entamé une tournée afin d'obtenir la reconnaissance de l'Etat de Palestine. (...) La France et l'Union européenne doivent prendre l'initiative en reconnaissant sans attendre l'Etat palestinien dans les frontières d'avant la guerre de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale et en appelant l'ONU à en faire de même sans délai. Pour que la paix l'emporte sur la guerre. Pour empêcher de nouvelles tragédies. Pour assurer l'avenir des deux peuples sur

cette même terre». (2)

Du côté israélien nous rapportons la position courageuse et symbolique de l'ancien collaborateur d'Itzhak Rabin, Ofer Bronchtein, qui s'est vu remettre un passeport palestinien des mains de Mahmoud Abbas. Il en parle: «Abou Mazen (Mahmoud Abbas, Ndlr) m'a proposé de recevoir un passeport palestinien en octobre dernier. (...) Je pense être le seul Israélien au monde à avoir à la fois un passeport français, israélien et palestinien. Je suis la preuve que c'est tout à fait complémentaire. C'est aussi une façon de démontrer qu'il faut oeuvrer très rapidement pour la création d'un Etat palestinien. Etre à la fois Palestinien et Israélien n'est pas une contradiction. J'espère que cela va encourager les uns et les autres à faire le nécessaire pour que l'Etat palestinien soit créé cette année. (...) Surtout aujourd'hui, à l'heure où un vent de liberté souffle sur le Monde arabe. Ce vent doit aboutir non seulement à ériger des régimes démocratique, à rétablir la liberté et la dignité des peuples de la région mais aussi à construire un espace arabo-méditerranéen avec des personnes, des marchandises, de l'information qui peuvent circuler librement ».(3)

« Ce conflit, qui date depuis presque cent ans, empoisonne le Moyen-Orient et entrave ce souffle de liberté. Pourtant, il est très facile à résoudre. On en connaît parfaitement les paramètres de sortie: la création d'un Etat palestinien, Jérusalem comme capitale de la Palestine et d'Israël, une solution équitable, juste et négociée sur les réfugiés, des frontières entre les deux pays franchissables. Ce qu'il manque aujourd'hui, et c'est ce qu'il faut encourager, pousser voire imposer, c'est du courage politique de la part de l'actuel gouvernement israélien. (...) Si les Américains, suite au discours de Barack Obama au Caire, il y a plus de deux ans, veulent jouer un rôle dans, avec le monde arabo-musulman, ils vont être obligés d'avoir une position claire, nette et courageuse».(3)

### **Même en Israël**

On apprend aussi que l'idée fait son chemin même en Israël. Près de 50% des Israéliens estiment qu'Israël doit «reconnaître un Etat palestinien à condition de préserver en Cisjordanie des blocs de colonies», selon un sondage publié, vendredi 29 avril, par le quotidien israélien Yediot Aharonot du 28 avril. 48% des personnes interrogées sont en faveur d'une telle reconnaissance. Par ailleurs, plus de soixante personnalités israéliennes, parmi lesquelles 17 lauréats du Prix Israël - la plus haute distinction nationale dans le domaine des arts, des sciences et des lettres - s'apprêtent à lancer demain après-midi à Tel-Aviv un appel à la création d'un Etat palestinien dans les frontières d'avant la guerre de 1967. «La terre d'Israël est le berceau du peuple juif, où son identité a été formée. La terre de Palestine est le berceau du peuple palestinien où son identité a pris forme», indique le texte de la pétition, qui reprend plusieurs phrases de la Déclaration d'Indépendance d'Israël et qui souligne que «la fin complète de l'occupation est une condition essentielle pour la libération des deux peuples, israélien et palestinien». «Nous appelons à saluer l'indépendance escomptée d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël, selon les frontières de notre indépendance fixées lors de l'armistice de 1949». «Nous avons regardé autour de nous, constaté ce qui se passe dans les pays voisins et nous nous sommes dits qu'il est temps pour les Israéliens de faire entendre leur voix, eux aussi, avait alors expliqué Danny Yatom, avant d'ajouter: nous pensons qu'une telle initiative peut rassembler un grand nombre d'Israéliens».(4)

Pour le député communiste européen, Patrick Le Hyaric «c'est une très bonne nouvelle qui nous parvient du Caire. Les responsables palestiniens du Fatah et du Hamas ont décidé de s'entendre et de former ensemble un gouvernement provisoire, chargé de gérer la Palestine

et d'organiser les élections législatives et présidentielle, prévues à l'automne prochain. Comme dans d'autres pays arabes, la jeunesse a été à la pointe de la demande d'unité particulièrement à Ghaza. En dénonçant ce projet d'accord, la direction israélienne montre qu'elle veut que rien ne change dans cette région du monde. Elle s'en trouvera encore davantage isolée sur ses positions injustifiables. (...) L'occupation des Territoires palestiniens, devenu pays souverain, ferait automatiquement encourir à Israël des sanctions internationales effectives. D'autre part, un rapport des Nations unies considère que, désormais, les conditions économiques d'un Etat viable en Palestine sont réunies. Cette évolution est partie intégrante du «Printemps arabe». Elle est aussi peut-être l'une des conditions de sa réussite».(5)

Dans ce concert de voix pour l'espérance, il faut savoir que le gouvernement israélien est contre, Benyamin Netanyahu admoneste Mahmoud Abbas et lui demande de choisir entre la paix avec Israël et la paix avec le Hamas. Les Etats-Unis ne veulent pas en entendre parler malgré la promesse du président Obama le 24 septembre 2010. Ces derniers assujettissent cela à des négociations qui ont lamentablement échoué du fait de la colonisation à marche forcée d'Israël, notamment pour judaïser la partie Est de Jérusalem. Les réactions n'ont pas tardé, outre Israël, les États-Unis se sont opposés, lundi 25 avril, à la proclamation unilatérale d'un État palestinien. Le meilleur moyen de parvenir à sa création reste la «négociation» avec Israël. L'Autorité palestinienne n'a pas contacté les Etats-Unis ni demandé leur «approbation», a déclaré M.Kelly porte-parole de la Maison-Blanche, refusant d'indiquer si les Etats-Unis opposeraient leur veto à cette initiative.

L'administration Obama a déclaré vendredi 29 avril qu'il lui faudra réexaminer sa politique d'aide à l'Autorité palestinienne si un gouvernement issu de la réconciliation entre le Fatah et le mouvement islamiste Hamas devait voir le jour. «Si un nouveau gouvernement palestinien est formé, nous allons devoir évaluer ses principes politiques et décider ensuite quelles seront les conséquences sur notre aide définie par la loi américaine», a-t-il ajouté. «Nous soutenons la réconciliation palestinienne à partir du moment où elle encourage la paix», a-t-il précisé, estimant que «le nouveau gouvernement palestinien quel qu'il soit devra respecter les principes du Quartette». Les membres du Quartette (Etats-Unis, UE, Russie et ONU) ont fixé plusieurs conditions jusqu'ici refusées par le Hamas: cessation des violences, reconnaissance des accords signés précédemment par Israël et l'OLP, et reconnaissance du droit à exister d'Israël.

Dans ce sens, l'ancien ambassadeur israélien Dr Zvi Tenney pense que l'initiative palestinienne de faire voter en septembre prochain par l'Assemblée générale de l'ONU la reconnaissance d'un Etat palestinien dont les frontières seraient les lignes de cessez-le-feu qui prévalaient avant la guerre des Six-Jours de juin 1967, suscite un certain nombre de remarques qu'il convient de souligner.(...) Elle ne pourrait avoir aucune valeur juridique et serait manifestement défectueuse à plusieurs égards. En premier lieu, l'Assemblée générale de l'ONU n'a aucune compétence en la matière. Seul le Conseil de sécurité dispose d'un pouvoir de décision de cet ordre et celui-ci ne risque pas de prendre une telle résolution car elle serait très probablement contrée par un veto américain. Une telle reconnaissance serait de toute façon illégale par l'absence de frontières de cet Etat ainsi proclamé car la ligne de cessez-le-feu de 1949 entre Israël et la Jordanie (dite Ligne verte de 1967) n'a pas valeur de frontière. (...) De plus, selon la juridiction internationale, une telle déclaration d'indépendance unilatérale constituerait une violation flagrante des Accords d'Oslo qui spécifiaient «que toute solution du conflit palestino- israélien devrait être le fruit de négociations entre Israël et l'Autorité palestinienne». Rappelons que cette résolution 242

prévoit le retrait israélien from territories, autrement dit de certains territoires occupés et non pas de tous les territoires occupés lors du conflit de 1967».(6)

Pierre Stambul nous rappelle les différentes étapes de la question palestinienne. Il écrit : « Les « *révolutions* » du monde arabe ont atteint la Palestine. Les accords entre le Hamas et le Fatah et l'ouverture de la frontière de Rafah entre l'Égypte et Gaza ouvrent une nouvelle période. Il y a un grand espoir d'obtenir des avancées importantes pour la libération de la Palestine. (...) La Palestine subit depuis des années des moments terribles. Les accords d'Oslo sont aujourd'hui unanimement dénoncés comme un piège sans issue. La décision de l'OLP de 1988 de reconnaître Israël dans ses frontières de 1949 n'a pas rencontré la volonté des dirigeants israéliens de faire la paix sur la base de ce compromis incroyablement généreux qui supposait « *la paix contre les territoires* ». Au contraire, la colonisation s'est poursuivie à un rythme soutenu quel que soit le Premier ministre israélien. Cette colonisation économique, humaine et spatiale détruit méthodiquement la Palestine et la pille avec pour but de rendre impossible la création d'un Etat palestinien établi sur les 22% de la Palestine historique occupés depuis 1967. (...) Malgré la volonté affirmée de tous les gouvernements américains de soutenir inconditionnellement Israël politiquement, économiquement et militairement, l'Autorité Palestinienne a accepté de jouer la carte américaine. (...) En tout cas, pour les Palestiniens, le bilan de cette stratégie a été désastreux. Ils ont subi depuis des années humiliations sur humiliations. La situation de la population n'a pas cessé de se dégrader. L'incroyable impunité d'Israël est une insulte à la justice et au bon sens. Les Palestiniens ont eu les élections les plus démocratiques du monde, événement bien rare dans la région. La population de Gaza a été punie d'avoir « *mal* » voté. (...) Ce n'est pas par ignorance que l'Occident soutient inconditionnellement Israël. C'est parce que cet Etat surarmé, à l'avant-garde des technologies de pointe, morceau avancé d'Occident au Proche-Orient dépensant 60% de son PIB à l'armée, c'est l'Etat rêvé pour les dirigeants occidentaux qui ne souhaitent pas un Israël vivant en paix avec les Palestiniens sur la base du droit international. (...) C'est totalement consciemment que les gouvernements occidentaux, et en particulier celui des Etats-Unis, demandent aux Palestiniens de capituler sur leurs revendications essentielles : Jérusalem, les colonies, le droit au retour des réfugiés... »(7)

Pierre Stambul décrit ensuite la particularité de la situation actuelle du monde arabe traversé par des révoltes qui a été contagieuse au point de toucher la société palestinienne et surtout la jeunesse qui a contraint les « deux frères rivaux »- Le Hamas et le Fatah- à faire la paix ce mercredi 4 mai. Il écrit : « Plusieurs changements fondamentaux sont à l'œuvre : L'émergence en Palestine d'une « *société civile* » indépendante des partis, l'importance croissante de la solidarité internationale et la situation en Égypte.(..) En décembre 2010, la jeunesse de Gaza a publié un manifeste « *Merde à Israël, merde au Hamas, merde au Fatah. Merde à l'ONU et à l'UNRWA. Merde à l'Amérique ! Nous les jeunes de Gaza, on en a marre d'Israël, du Hamas, de l'occupation, des violations permanentes des droits de l'homme et de l'indifférence de la communauté internationale* ». En Cisjordanie, l'Autorité Palestinienne est discréditée et accusée d'être un auxiliaire de l'occupant. (...) ».(7)

Pierre Stambul met en garde enfin, contre l'idéologie du sionisme : « Le projet sioniste écrit-il s'est vieux de plus d'un siècle et il a toujours su s'adapter à des contextes politiques ou stratégiques très différents. Depuis des années, le fait accompli avance à grande vitesse. L'annexion n'est plus rampante, elle se veut irréversible. Plus de 500000 colons sont installés à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. (..) Le gouvernement d'extrême droite au

pouvoir en Israël va continuer ce qu'il sait faire : il va proclamer que les Palestiniens veulent « *jeter les Juifs à la mer* » (...) Les révolutions tunisienne et égyptienne ont brisé le cercle vicieux qui condamnait ces peuples à subir des dictatures mafieuses censées les protéger de l'intégrisme. (..) L'Autorité Palestinienne envisage de demander la reconnaissance par l'ONU et par une majorité de pays d'un Etat Palestinien. Nétanyahou menace les Palestiniens de guerre si cette reconnaissance a lieu, mais en Israël des voix se font entendre pour accepter cette éventualité. (...) Avec le sionisme, il n'y a aucun avenir pour les Palestiniens. (...) L'occupant a fait éclater la Palestine. Il n'est pas possible d'imaginer une paix qui oublierait le sort des Palestiniens d'Israël ou qui nierait le droit au retour des réfugiés. (...) La paix sur la base de deux Etats suppose que les 500000 colons de Cisjordanie et de Jérusalem Est accepteront de devenir citoyens palestiniens ou partiront ». (7)

On le voit, ce n'est pas gagné. Évidemment, une telle proclamation aurait avant tout valeur politique puisqu'elle ne mettrait pas fin à l'occupation israélienne. Les Etats-Unis seront amenés à moins d'un miracle, à faire barrage par un veto dont on peut s'interroger avec le temps et les mutations rapides du monde sur sa pertinence. La nouvelle donne de la mort de Ben Laden peut contribuer aussi à moins mettre en avant l'épouvantail du terrorisme. C'est une assurément une occasion unique de rendre justice à ce peuple palestinien qui n'a connu que la guerre depuis près d'un siècle et qui accepte de vivre sur moins de 20% de la Palestine originelle.

*Pr Chems Eddine CHITOUR*

*Ecole Polytechnique enp-edu.dz*

1. Comment Washington a tenté de faire obstacle. Plomb durci Nouvel Obs. 22.04.2011

2. L'Etat palestinien, c'est maintenant! appel Le Monde 29 avril 2011.

3. Sarah Diffalah Interview d'Ofer Bronchtein, Nouvelobs.com 22 avril 2011

4. Etat palestinien: l'appel des intellectuels israéliens Nouvel Obs 20.04.2011

5. Patrick. Le Hyaric  
[http://humanite.fr/28\\_04\\_2011-un-pas-historique-pour-la-palestine-471029](http://humanite.fr/28_04_2011-un-pas-historique-pour-la-palestine-471029)

6. Dr Zvi Tenney: <http://www.terredisrael.com/infos/?p=34379> 28 avril 2011

7. Pierre Stambul <http://www.millebords.org/spip.php?article17408> 4 05 2011

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Chems Eddine Chitour](http://www.millebords.org), Mondialisation.ca, 2011

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)